



Comme les mois précédents, les marchés financiers se sont focalisés sur les nouvelles en provenance de la Grèce. Le mois dernier, nous vous faisons part de l'accord trouvé entre l'Union européenne et le Fonds Monétaire International pour venir en aide à la Grèce dans le cas où elle y serait contrainte. Entre temps, il lui était toujours possible d'emprunter sur les marchés financiers, malheureusement ses taux se sont envolés et ont atteints des sommets qui ne permettaient plus à la Grèce de se financer ou alors à des taux prohibitifs.

Mettre en place un plan de secours était une chose, l'activer était une mission bien plus délicate. En effet, l'Union européenne fait face à sa première grande crise et pour chacun de ses membres, statuer pour aider son homologue européen sans déstabiliser son pays et son opinion publique ralentit les prises de décisions. A ce petit jeu, c'est la chancelière allemande qui s'est montrée la plus réticente. A quelques jours d'une échéance électorale importante (élections régionales en Rhénanie du Nord Westphalie le 9 mai prochain) Angela Merkel s'est retrouvée face à une énorme pression politique et a eu du mal à faire bloc avec les autres membres de l'Union européenne.

Des annonces inattendues, quoique peu surprenantes, venaient alors perturber les marchés déjà en plein doute. Successivement les agences de notations dégradaient les notations de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne provoquant un trou d'air sur les marchés. Ces notifications ont incité les pays de la zone euro à vite se réunir et agir. Finalement, le plan de soutien voyait le jour en contrepartie d'un effort drastique de la part du gouvernement grec. En effet, pour obtenir une aide de 110 milliards d'euros, Athènes s'est engagée sur un plan d'austérité de 30 milliards d'euros en trois ans dont le respect sera contrôlé chaque trimestre.

Est-ce que ce soutien sera suffisant et permettra-t-il de ramener le calme sur les marchés financiers ?

Si à court terme, et à condition qu'il n'y ait pas de dérapage dans la cure que s'est vue octroyer le gouvernement grec, on peut penser que le pays pourra faire face à ses premières échéances. Toutefois, avec un recul du PIB attendu à environ 4% pour l'année en cours, il lui sera difficile de présenter un déficit inférieur à 10% fin 2010.

Que dire alors de l'objectif final qui est de ramener le déficit public à 3% du PIB (seuil du pacte de stabilité de l'Union européenne) d'ici 2014 ?

De plus, l'attention des investisseurs se porte désormais sur les autres pays de l'Europe dont la situation est tendue. En effet, la défiance des marchés se tourne logiquement vers le Portugal, l'Espagne, l'Irlande et l'Italie qui croulent eux aussi sous des niveaux de dette record. La question est de savoir dans quelle mesure ces pays en difficulté trouveraient un interlocuteur s'ils devaient s'adresser à l'Union européenne et au FMI. Plus inquiétante encore pourrait être la dégradation des déficits de pays comme la Grande-Bretagne voire les Etats-Unis.

Dans notre point marché de janvier 2010, nous mentionnions que « de nouvelles phases de turbulence sur les marchés ne sont pas à exclure mais elles ne remettent pas en cause le redémarrage de l'économie mondiale ». Nous conservons ce discours, car malgré les inquiétudes des déficits publics qui ramènent de la nervosité sur les marchés, force est de constater que les publications des entreprises continuent de surprendre agréablement.

Rédigé le 3 mai 2010

Toute l'équipe de la Financière de l'Oxer reste à votre disposition.

La Financière de l'Oxer